

# L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 La Source

## Les travailleurs agissent pour ne pas être chômeurs

L'application du plan Barre, depuis le début, c'est entre autres l'augmentation du chômage. Alors que celui-ci ne cesse d'augmenter, parallèlement, les luttes ouvrières et populaires connaissent un regain d'amplitude et de force.

### Face au plan Barre n° 2

# JEUNES, OUVRIERS FRANÇAIS-IMMIGRÉS, TOUS UNIS POUR LE DROIT AU TRAVAIL

Avec le nouveau plan qu'il a présenté mardi, le gouvernement vise d'abord à tenter de désamorcer la colère qui s'accumule actuellement dans la jeunesse réduite massivement au chômage.

La perspective d'un million de jeunes au chômage en septembre-octobre, il y a là en effet de quoi semer l'inquiétude dans les rangs de la bourgeoisie. Qui

sait quelles explosions peuvent en sortir ?

Les mesures annoncées par Barre semblent parfaitement dérisoires par rapport à une telle situation et elles le sont. Leur but est avant tout d'essayer de réduire pour quelques mois, de façon artificielle, par des trucages, le nombre de jeunes sans emploi. Et cela se fait au prix de l'expulsion des travailleurs immigrés, de l'encouragement à

la déportation des jeunes, des safaires de misère.

Parmi les mesures annoncées, on retiendra d'abord celle prévoyant le retour des travailleurs immigrés dans leur pays avec un «pécule». Dans les faits, cette mesure va se traduire par une multiplication des rafles et des expulsions de travailleurs immigrés ; on peut également s'attendre à ce qu'elle s'accompagne d'une recrudescence des ac-

tivités racistes et fascistes destinées à semer la crainte parmi nos frères immigrés pour les contraindre au départ. Le piège tendu est grossier : c'est celui de la division de la classe ouvrière au moyen du racisme. Face à cela, une seule réponse possible : l'action unie des ouvriers français et immigrés contre leurs ennemis communs ;

Une deuxième mesure est à retenir : le versement

d'une prime aux jeunes qui quittent leur région et la France. Alors que l'aspiration à pouvoir travailler et vivre au pays se fait de plus en plus forte, le gouvernement et la classe qu'il sert montrent ainsi comment ils considèrent les jeunes de notre pays : des bras devant se déplacer selon les besoins du capital.

Parmi les autres mesures annoncées on retiendra l'annonce de la création exceptionnelle de 20 000 postes d'auxiliaires dans la Fonction publique. Ils pourront être licenciés dès que possible. Et à l'exigence des travailleurs de voir l'âge de la retraite ramené à 60 ans avec des revenus décents, Barre répond en généralisant le système des licenciements déguisés que sont les mises en préretraite avec 70 % de son salaire. A l'heure où le coût de la vie continue son ascension, combien de vieux travailleurs pourront vivre avec de tels revenus ?

Et pour encourager les patrons à embaucher des jeunes pour pas chers, Barre annonce la multiplication de prétendus stages de formation payés de 40 à 90 % du SMIC. Démagogiques, les mesures annoncées le sont également : élections obligent. Afin d'essayer de conserver des voix, on distribue quelques miettes aux vieux, on promet des crèches, on augmente les allocations familiales, etc. Autant de choses qui, lorsqu'elles ne sont pas purement mensongères, ne coûteront rien aux capitalistes : la hausse des prix de l'essence est là pour assurer de nouvelles rentrées.

Les 2 000 élèves des deux principaux lycées d'Aubenas (Ardèche) ont décidé de ne plus assister aux cours depuis mardi matin, et pour une durée indéterminée.

Ils entendent ainsi protester «contre le chômage qui touche particulièrement les jeunes demandeurs d'emploi, et contre le plan de redressement du premier ministre».

Appartenant au groupe hollandais Damco International, l'entreprise de transport Samat est menacée de fermeture. 320 personnes dont 190 chauffeurs risquent ainsi d'être licenciées dans les 6 dépôts que compte la société en France.

A Marseille et à Vitrolles, la lutte est bien engagée. A la zone industrielle de Sec lin (Nord) où la fermeture frapperait 58 personnes, les travailleurs ont déclenché la grève illimitée avec occupation des locaux depuis le 21 avril à l'appel de leur section CGT.

*Pas un seul licenciement ! Indemnisé ou pas, le chômage on n'en veut pas !* disent les travailleurs.

A Cavaillon, dans une filiale de la disco RMD, entreprise d'alimentation qui fournit des supermarchés (type «Bravos») et des petits épiceries — la direction estimant l'affaire «pas suffisamment rentable» à Cavaillon — décide de s'installer dans la zone industrielle de Vitrolles (Bouches-du-Rhône) afin de pouvoir augmenter ses surprofits. Pour les 60 employés, il faut soit déménager avec une prime de 100 F (mais là-bas les loyers sont beaucoup plus chers) soit accepter de faire 150 kms tous les jours (et il n'y a pas de car), soit le licenciement et trouver un autre emploi sur Cavaillon.

Mais les employés ne veulent pas se laisser faire. Ils créent une section CGT et 15 jours après déclenchent une grève générale le 22 avril. Ils disent «Non à la déportation des travailleurs» !

(Suite p. 4)

## Editorial

### Un pouvoir à bout de souffle

Avec le nouveau plan Barre, il apparaît plus que jamais que l'équipe actuelle au pouvoir est à bout de souffle. Confrontée à une crise capitaliste qui prend de plus en plus d'ampleur et qui la dépasse, elle est réduite à prendre des mesures qui apparaissent pour ce qu'elles sont : des trucages destinés à jouer sur les chiffres du chômage des quelques mois qui viennent.

Et il n'y a aujourd'hui quasiment plus personne pour tenter de faire croire que le professeur Barre pourrait venir à bout de la situation. Il est vrai que les résultats du premier plan sont éloquentes : il devait ralentir considérablement la hausse des prix. Non seulement elle s'est poursuivie, mais le chômage s'est développé.

Le pouvoir actuel est isolé, abandonné par ses anciens supporters. Il fallait voir les réactions mardi des gens du RPR pour s'en convaincre. Ils sont comme les rats qui quittent le navire lorsqu'ils voient venir le moment où il va sombrer. Alors que le mécontentement populaire s'approfondit, ils prennent de plus en plus leurs distances vis-à-vis d'un gouvernement dont ils n'ignorent pas qu'il n'a guère d'avenir. Eux qui, il y a quelques mois encore, étaient les artisans de la même politique veulent aujourd'hui apparaître comme de plus en plus indépendants.

Même chez les centristes on est aujourd'hui partagé. Certains finissent par se dire que le soutien à

ce gouvernement devient trop compromettant et qu'il faudrait songer à prendre quelques distances. Oui, dans la bourgeoisie on prépare la relève.

Du côté de l'«Union de la gauche», on se sent le vent en poupe et l'on proclame : «La relève, c'est nous». Aux travailleurs on multiplie les promesses tandis qu'en coulisse on parle un autre langage : Defferre, dernièrement, lors d'une réunion restreinte ne proclamait-il pas que les licenciements continueraient à être nécessaires ?

Et il a raison. Car cette «Union de la gauche» au pouvoir ne serait qu'une équipe de rechange dans la défense d'un même système. Seule la façade en changerait.

Forts en déclarations tapageuses sur les bancs de l'Assemblée nationale, ils s'efforcent de maintenir le mécontentement des travailleurs dans le cadre des grévilles de 24 heures sans lendemain. Leur préoccupation à eux aussi est que la colère populaire ne se transforme en luttes de masse efficaces contre les attaques du pouvoir.

Alors que les travailleurs immigrés parmi les premiers visés, on peut leur faire confiance pour s'opposer à une riposte solidaire de tous les travailleurs. Un immigré, ce n'est même pas une voix pour 1978.





## • Grenoble

# Il y a concertation et concertation

La municipalité n'écoute pas de la même façon les habitants des quartiers populaires et ceux des quartiers dits résidentiels. L'exemple de la voie est-ouest dans le quartier résidentiel des Eaux Claires et de l'autoroute dans la cité HLM de Mistral (à côté des Eaux Claires) est tout à fait révélateur.

Il y a quelques années, les habitants des Eaux Claires avaient appris que la mairie voulait construire un grand boulevard est-ouest reliant l'autoroute du bord du Drac à l'est de l'agglomération. Ils firent des pétitions contre la création d'un nouveau boulevard qui allait créer nuisance et pollution (ce qui était exact). La mairie hésita d'abord puis finit par annuler la plus grande partie de son projet. Et le grand boulevard devint une petite rue longée par ... une piste cyclable.

Durant la même période, 500 mètres plus au sud, les habitants de la cité HLM Mistral (4 à 5000 personnes), déjà située au bord d'une autoroute, apprirent qu'un pont et un échangeur devaient être construits quelques mètres après les immeubles du sud de la cité. Eux aussi se réunirent, firent des pétitions, rencontrèrent

la mairie; mais rien à faire, il fallait construire pont et échangeur. Pourquoi ? On pouvait supprimer un grand boulevard et pas cela ? Alors que les habitants supportent déjà une autoroute !

On leur répondit que c'était nécessaire à la vie de l'agglomération, qu'il fallait relier le nouveau quartier de la ville neuve avec l'autoroute et construire un 4<sup>e</sup> pont sur le Drac, les 3 autres étant saturés.

Et puis les habitants apprirent qu'il y avait un 2<sup>e</sup> projet de pont et d'échangeur 500 m plus loin, qui pouvait très bien remplacer celui de Mistral. Ce projet en plus avait l'intérêt de relier directement le boulevard de ceinture appelé U2 à l'autoroute sans traverser de cités importantes. Seulement voilà, ce 2<sup>e</sup> projet coûtait plus cher et surtout les commerçants de «grand-plateau», centre commercial de la villeneuve, exigeaient l'échangeur et le pont de Mistral pour augmenter leur clientèle ! L'autre projet était trop détourné à leur goût.

Voilà pourquoi les habitants de Mistral auront leur échangeur, et leurs voisins du quartier des Eaux Claires leur piste cyclable...

## Victoire au HLM du Valibout à Plaisir

Après plusieurs mois de lutte, (depuis septembre) les locataires viennent d'obtenir une victoire.

L'OPHLM de Versailles vient de rembourser plus de 190 000 F (19 millions de centimes) aux locataires.

Cependant, la lutte continue, car avec le printemps les saisies arrivent. 80 saisies sont prévues. Ce sont tous les locataires qui doivent rester mobilisés pour lutter contre ces nouvelles attaques de la bourgeoisie. C'est dans l'Amicale des locataires que sont regroupés les habitants

de Valibout. Pendant ce temps, le P.C. Fignorant délibérément l'Amicale des locataires, invite les travailleurs menacés d'expulsion à lui écrire, ... pour recevoir la visite des zélus dans leur appartement. Quel honneur !... Ces «visiteurs des pauvres» d'un nouveau genre gratifieront les travailleurs d'un sermon sur le Programme commun. Mais les habitants de Valibout, soyons-en sûrs, feront aboutir leur lutte contre les saisies, malgré tous les obstacles.



COMMANDEZ NOTRE BROCHURE : «FRANCE 1977 — LES TRAVAILLEURS ET LE LOGEMENT» par Jean Nestor (3 francs)



## • Chine

# Le champ pétrolifère de Tating

# Un exemple pour toute l'industrie

Convoquée par le Comité central du Parti communiste chinois et sous la présidence du président Houa Kouo-feng, la conférence nationale pour s'inspirer de Tating dans l'industrie, s'est solennellement ouverte, le 20 avril, à l'exploitation pétrolière de Tating.

Lorsque le Président Houa et les autres dirigeants du Parti et de l'Etat sont entrés dans la salle, tous les participants se sont levés et ont scandé chaleureusement : «saluons le président Houa!» «saluons le Comité central du Parti!»

Un tonnerre d'applaudissements prolongés a retenti. Le président Houa, souriant, applaudissait avec tout le monde pour acclamer l'ouverture de la conférence, tant attendue par la classe ouvrière, et par le peuple chinois tout entier et retardée à plusieurs reprises à cause de l'intervention et du sabotage de la bande des Quatre.

Proposée par le président Houa, la présente conférence est une rencontre d'une envergure sans précédent organisée sur le front industriel chinois et à laquelle participent 7 000 représentants des quatre coins du pays.

La conférence se tient dans le palais des sports de Tating, sur le terrain même où les pionniers de Tating ont déclenché leur combat pour l'exploitation du pétrole.

Avant l'ouverture de la conférence, le président

Houa ainsi que des cadres dirigeants des départements des autorités centrales et locales, par un froid rigoureux, malgré la pluie et la neige, ont parcouru les vastes champs et visité les puits d'extraction et les derricks, des unités de base et des agglomérations industrielles-agricoles.

Les participants logent



Les ouvriers de diverses nationalités du champ de pétrole de Karamai prennent exemple sur ceux de Tating

dans des maisons de terre ou sous des tentes. Prenant Tating comme une classe d'enseignement importante, ils se mettent avec modestie à l'école des hommes

de Tating qui font preuve de cet esprit héroïque : «révolution plus abnégation», d'une volonté inébranlable d'étudier assidûment la technique pour la révolution. Ils ont déclaré : il faut bâtir l'industrie à l'exemple de Tating ; il faut emprunter la voie de Tating, voie du développement industriel propre à la Chine indiquée par le président Mao.

Partout c'est l'allégresse, tous les foyers et toutes les unités ont placardé d'immenses sentences rouges, sur les hauts derricks, près

bureau politique du CC du PCC et vice-premier ministre du conseil des affaires d'Etat, a souligné dans le rapport qu'il a présenté à la conférence, qu'il fallait généraliser dans tout le pays l'expérience de Tating et les entreprises de ce type, afin de faire de chacune d'elles un bastion de la lutte pour prévenir et combattre le révisionnisme. «Notre pays pourra ainsi accélérer le développement de son industrie, renforcer la puissance de son économie et de sa défense nationale et mieux appliquer ce principe stratégique : se préparer en prévision d'une guerre et de calamités naturelles, et tout faire dans l'intérêt du peuple.»

«Derrière le grand drapeau du président Mao et sous la direction du CC du PCC avec à sa tête le président Houa, nous pourrions lancer dans un nouveau grand bond en avant notre économie nationale, accomplir ou dépasser les plans annuel et quinquennal (5e) pour son développement, réaliser, avant la fin du siècle, la modernisation de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale et des sciences et techniques, atteindre le grand objectif proposé par le président Mao : dépasser économiquement les Etats-Unis dans des dizaines d'années et mieux édifier la Chine, base d'appui de la révolution mondiale pour apporter une plus grande contribution à l'humanité.

## • Mer du Nord

# Pollution et protection

Le gouvernement britannique a sommé mardi les compagnies pétrolières opérant en mer du Nord d'assurer désormais elles-mêmes la protection de leurs installations contre les risques d'incendie ou de pollution.

Le ministre-adjoint au ministère de l'Énergie, M. James Dickson Mabon, a en effet déclaré au cours d'une conférence de presse à Londres que le gouvernement britannique était prêt à prendre les mesures législatives nécessaires pour contraindre les compagnies pétrolières à s'équiper de bâtiments destinés à lutter contre les incendies et la pollution en mer du Nord.

Les compagnies pétro-

## Un exemple «d'aide» soviétique au tiers-monde...

Le numéro 6 de l'édition française de «Aydinlik», qui vient de paraître, contient un article qui apporte d'intéressantes précisions sur la véritable nature de l'«aide» soviétique à la Turquie.

Les sociaux-impérialistes ont construit un complexe sidérurgique à Iskendurun, près de la frontière syrienne. Outre que la technologie, copie de la technologie américaine, en est arriérée de quarante ans, ce com-

plexe doit être alimenté en coke. Or, si la Turquie extrait du charbon de son sol, elle n'a pas de coke — et doit donc l'importer, ce qui accroît la dépendance extérieure de ce pays.

De plus, le remboursement de ce complexe, échelonné sur 15 ans, est indexé sur le prix de l'or, que les sociaux-impérialistes et les impérialistes US font monter comme ils l'entendent.

Enfin, le remboursement doit être effectué en pro-

duits agricoles, ce qui, d'une part, vise à entraîner la Turquie dans la «division du travail» à laquelle le Kremlin soumet déjà toute l'Europe de l'Est, et, d'autre part, permet à l'Union soviétique de remédier à la grave crise agricole qu'elle connaît.

Et tout cela, au nom du socialisme...

\*En vente à la librairie «Les Herbes sauvages».

## • Cisjordanie

# Violentes manifestations

De très violentes manifestations ont eu lieu mardi à Naplouse (Cisjordanie) en signe de protestation contre l'annonce de la venue dans la ville du rabbin Meir Kahane, chef de la «Ligue de défense juive».

Le couvre-feu a été imposé dans la vieille ville par le gouvernement militaire israélien.

Les manifestants, en majorité des étudiants et des lycéens, ont, selon les correspondants sur les lieux, jeté des pierres sur les forces de l'ordre, mis le feu à des barrages de vieux pneus et endommagé plusieurs véhicules immatriculés en -aël.



## Sous le signe de l'unité des marxistes- léninistes et de l'internationalisme prolétarien

### Meeting de l'Humanité Rouge Paris X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup>

Samedi dernier, une centaine de personnes se retrouvaient pour assister au meeting local des communistes de l'Humanité rouge du 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> arrondissement. A la tribune se trouvaient une camarade de l'hôpital St Antoine, un représentant des patriotes zairois, de l'AGEG (Gabon), de l'UNECA (Centrafrique), un représentant du PCR (ml) et de la JCMLF. La camarade de l'hôpital St-Antoine expliqua la lutte des travailleurs de la santé contre l'application du plan Barre, elle dénonça les salaires de misère des hommes et des femmes de ménage souvent antillais.

«Nous remercions les amis de la rédaction de l'Humanité rouge pour leur contribution remarquable au travail d'explication et de popularisation de la lutte du peuple zairois pour défendre son indépendance nationale»

c'est par cette phrase fraternelle que commença l'intervention du représentant des patriotes zairois en France. Il dénonça clairement le social-impérialisme russe comme l'ennemi principal du peuple zairois. Sans se faire aucune illusion sur les mobiles de l'aide de l'impérialisme français au Zaïre, les patriotes considèrent cette aide comme positive.

La présence et l'intervention du camarade de la fédération de Paris du PCR (ml) témoignait de l'unité grandissante des marxistes-léninistes. Unité qui s'est concrétisée par l'organisation en commun de la défense des camarades du PCR (ml) inculpés par la justice bourgeoise. Deux communistes remarquables au travail d'explication et de popularisation de la lutte du peuple zairois pour défendre son indépendance nationale

### 3 jours d'information sur la lutte des travailleurs mauriciens en France

Trois journées d'informations, de nombreux débats vivants et chaleureux complétés par des manifestations culturelles. D'abord, la parole fut donnée aux travailleuses mauriciennes victimes d'un véritable trafic de main-d'œuvre. Elles sont employées comme femmes de ménages sous-payées et maltraitées.

Mais elles s'organisent au sein du MTM (Mouvement des travailleurs mauriciens) Un autre débat portait sur les luttes des travailleurs mauriciens sans papier, des travailleurs mauriciens ve-

nus de toute la France ont raconté leur lutte expliquant les déboires qu'ils avaient eu avec le P.C.F. «La place de l'île Maurice» au sein des rivalités inter-impérialistes dans l'océan Indien fut le thème du 3<sup>e</sup> débat.

Ces trois jours furent aussi l'occasion d'apprécier la cuisine mauricienne (plusieurs centaines de repas servis), un bal avec orchestre mauricien fut aussi organisé.

Trois jours qui ont permis de mieux connaître nos frères de classe mauriciens et de renforcer l'unité des travailleurs.

#### CINEMA ALBANAIS A GRENOBLE

Amis de l'Albanie notez bien les dates suivantes :  
2 jours de cinéma à la Maison de la Culture  
Vendredi 29 avril à 20 h 30

«Quatre chansons pour le Parti» de Viktor Gjika, poème cinématographique sur le Parti du Travail d'Albanie depuis sa création.

«La source intarissable», de M. Xhako (1973) sur le festival de musique populaire de Gjakster.

Samedi 30 avril à 17 h :

«Les habitants du Joni» (la vie des habitants d'une ville nouvelle construite près de la mer au sud de l'Albanie).

«Dans les rues d'une ville» (La vie quotidienne des habitants de Korça, principale ville de l'Est Albanais).

«La grande fête» de P. Milkani, danses et chants populaires.

Samedi 30 avril à 20 h 30 :

«En Kelmend» (1976). La nouvelle constitution de l'Albanie en images.

## • Paris Procès de 2 camarades du PCR (ml)

### Verdict inadmissible !

Un mois de prison avec sursis, 500 F d'amende, paiement des «frais médicaux» et 500 F de «dédommagement», tel est le verdict du tribunal correctionnel de Paris, mardi, contre deux camarades du Parti communiste révolutionnaire (ml), interpellés lors d'une vente militante sur le marché d'Aligre (Paris 12<sup>e</sup>).

Les deux camarades étaient accusés «d'outrages, rébellions et violences à agents». Des grands mots ! En fait, on apprendra au cours du procès qu'un flic a eu «un doigt retourné» et un autre «un traumatisme cranien»... dû à un choc causé par un panneau en carton ! Les flics sont bien fragiles ! Il paraît qu'ils ont dû arrêter le «tra-

vail» pendant plusieurs jours...

Les deux camarades inculpés déclarèrent notamment : «Nous combattons le régime en place, mais ce n'est pas par des insultes que nous arriverons à nos fins. Notre propagande c'est l'explication et l'information». Ils rejetèrent l'accusation portée contre eux. L'avocate expliqua qu'il

## nouvelles intérieures

### COMMUNIQUE DE LA JCMLF

Les 30 avril et 1<sup>er</sup> Mai aura lieu la fête du journal de l'Union communiste de la jeunesse révolutionnaire «Rebelles» à la Cartoucherie de Vincennes.

Afin de contribuer à l'unité des organisations de jeunesse marxistes-léninistes et en accord avec les organisateurs, les militants de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France tiendront un stand à cette occasion durant ces deux jours.

Ils y répondront aux questions qui leur seront posées sur l'activité et les orientations de la JCMLF.

La JCMLF manifestera également le 1<sup>er</sup> Mai aux côtés de l'UCJR. Placé sous le signe de l'unité des marxistes-léninistes, ce 1<sup>er</sup> Mai marquera ainsi un pas en avant dans l'unité des organisations révolutionnaires de jeunesse.

s'agissait d'une atteinte aux libertés : liberté pour les militants de faire connaître leurs idées sur un marché, liberté pour les travailleurs de discuter politique sur la rue.

Une mobilisation sur le marché avait précédé le procès : campagne de pétitions notamment. Les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge s'étaient joints à cette campagne. Le jour du procès plusieurs dizaines de personnes étaient venues soutenir les deux camarades.

## Attentats contre les patriotes cambodgiens et vietnamiens

### Dénonçons les attentats fascistes !

Dimanche 24, un attentat à l'explosif a causé de grands dégâts aux locaux du «Comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France». Le même jour, un autre attentat a endommagé les locaux des patriotes Cambodgiens à Gentilly, et un commando fasciste attaquait les étudiants vietnamiens à la Cité internationale.

Ces attentats sont d'une part une attaque fasciste contre les peuples cambodgiens et vietnamiens qui ont chassé l'impérialisme français de leur pays et édifient leur patrie nouvelle et indépendante.

Ces attentats sont aussi à ressituer dans la chaîne des attentats fascistes commis ce week-end à Grenoble par exemple.

Nous ne laisserons pas la bourgeoisie semer la terreur en profitant de la période de crise grave que connaît notre pays ! Nous joignons notre protestation à celles des patriotes vietnamiens et cambodgiens.

#### COMMUNIQUE DU COMITE DES PATRIOTES DU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE EN FRANCE

«Des engins explosifs de forte puissance ont été mis à la porte du local du Comité le dimanche 24 avril 1977 à 04 h 25 du matin. L'explosion a causé d'importants dégâts matériels.

«Cet acte criminel montre une nouvelle fois la nature barbare et fasciste des impérialistes, des milieux réactionnaires et de leurs valets.

«Après le coup d'Etat du 18 mars 1970, fomenté par l'impérialisme américain et les traîtres Lon-nol, Sirik Matak, Son Ngoc Thanh, Cheng Heng, In tam, Long Boret, et Sosthène Fernandez, le peuple du Kampuchéa et de ses vaillantes forces armées révolutionnaires ont mené une lutte héroïque faite d'immenses sacrifices, sans compromis, ni négociations jusqu'à la victoire totale, le 17 avril 1975, après avoir défait la guerre d'agression les plus barbares des impérialistes américains.

«Après cette victoire, de portée historique, le peuple du Kampuchéa et ses vaillantes forces armées révolutionnaires sous la direction juste et clairvoyante de l'Organisation révolutionnaire ont remporté de grandes victoires dans les travaux de reconstruction, d'édification et de défense nationale suivant

la position d'indépendance et de compter sur ses propres forces.

«Devant ces grandes victoires du peuple du Kampuchéa, les impérialistes et leurs valets de tout bord, ont intensifié leur campagne de dénigrement et de viles calomnies à l'encontre de la nation et du peuple du Kampuchéa. Cette campagne traduit une fois de plus, un profond mépris, un grave affront de leurs auteurs à l'encontre du peuple du Kampuchéa ainsi qu'à l'encontre de l'opinion publique, épris de paix et de justice du monde entier car les faits sont très tenaces et les paroles n'y peuvent rien.

«Acculés devant l'impasse totale, les impérialistes et des milieux réactionnaires ont aidé, soutenu et encouragé les traîtres khmers condamnés par le peuple du Kampuchéa dans leurs activités multiples contre la nation et le peuple du Kampuchéa comme le montre l'explosion aujourd'hui contre les patriotes du Kampuchéa démocratique.

«Nous dénonçons auprès de l'opinion nationale et internationale, éprise de paix et de justice, ces actes criminels et nous condamnons avec extrême vigueur tout acte portant atteinte à la sécurité, à la tranquillité des compatriotes du Kampuchéa démocratique vivant en France.

«Nous exigeons que les coupables soient démasqués et sévèrement punis.»

Nous avons reçu une lettre d'un ami cambodgien. Nous en publions ici des extraits :

«Le dimanche 24 avril 1977 vers 4 h du matin, un groupe de mercenaires fascistes ont commis un attentat contre le siège du comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France causant des dégâts matériels importants.

«Cette action traduit la nature agressive et désespérée de certains mercenaires à la solde des impérialistes et de la réaction. Face à des manœuvres des milieux impérialistes et réactionnaires le peuple du Kampuchéa et ses forces armées sont résolus à défendre les acquis de la révolution et à développer l'économie nationale indépendante en comptant avant tout sur ses propres forces» (...)

«Trempez et mûris par la lutte révolutionnaire et antifasciste, le peuple français et celui du Kampuchéa sont déterminés à renforcer davantage l'amitié et leurs relations de longue date afin de déjouer toutes les manœuvres impérialistes contre le nouveau Kampuchéa et sa révolution.»



## Foyers Sonacotra en grève

### Les révisionnistes indésirables

La scène suivante s'est déroulée au foyer Romain Rolland de Saint-Denis, d'après le récit abrégé que nous en ont fait les résidents.

A 21 heures, en semaine, 5 responsables de la CGT et du PCF de Saint-Denis, «débarrquent» au foyer, une grosse pile de tracts dans un sac. Ils accostent des résidents : «On est de la CGT, ça va?».

Un résident : «Vous vous étiez endormis, voilà des mois qu'on ne vous voit plus».

PCF : «On vient pour voir des gars qui travaillent chez Citroën».

Des résidents : «Ici, c'est un foyer Sonacotra, si vous voulez contacter des ouvriers de Citroën, allez à la porte de l'usine».

«On n'a rien à voir avec vous, vous savez que vos

dirigeants trahissent notre lutte et signent des accords avec la Sonacotra sur notre dos?».

PCF : «Ah ! On ne savait pas».

Résident : «Alors vous n'êtes pas une organisation démocratique».

PCF : «Mais on vous a toujours soutenus, déjà du temps de la guerre d'Algérie».

Résident : «Alors là, faut pas nous en raconter, pendant que nos frères étaient jetés dans la Seine, vous n'avez rien fait».

La poignée de révisionnistes n'a pas insisté et est partie du foyer, sa propagande sous le bras sans avoir pu donner un seul tract.

Ailleurs, dans une usine, un délégué CGT demande à un ouvrier immigré de diffuser un tract syndical sur la grève dans les foyers. Man-

que de chance pour le délégué, l'immigré s'est vu interdire la diffusion d'un tract du comité de coordination

à la porte de l'usine par ce même délégué 15 jours plus tôt ! Lui aussi piteusement n'a pas demandé son reste.

### ● Foyer de Ste-Geneviève-des-Bois

### L'intimidation ne prendra pas !

Après l'annonce d'accords passés entre la Sonacotra et les directions syndicales CGT, CFDT, FO, de nouvelles menaces tombent sur les résidents pour tenter de briser l'unité de la lutte et le Comité de coordination.

Lundi matin, un délégué du foyer de Sainte-Geneviève est convoqué au commissariat pour une plainte déposée par le gérant suite à un affichage sur le foyer.

Les résidents et le Comité de soutien se mobilisent,

plus d'une centaine de travailleurs accompagne le camarade au commissariat. Le commissaire s'estime menacé et refuse de parler sous la «pression» des manifestants. Une liaison constante est assurée avec des avocats et le camarade sera attendu jusqu'à sa sortie du commissariat. C'est la voie à suivre pour faire échec à la répression, riposte du tac-au-tac et tous ensemble pour défendre n'importe lequel d'entre les résidents menacé par le gérant, la police ou l'administration.

### ● Deffrenne - Roubaix

### Un trésor de guerre

Au cours d'une conférence de presse tenue le 23 avril, à 10 h, la section CFDT de Deffrenne à Roubaix, a annoncé que les travailleurs n'avaient fait un trésor de guerre d'une centaine de pièces de tissu d'une valeur de 1 000 à 2 000 F environ chacune. Elle a également dénoncé des scandales incroyables au niveau des salaires des cadres et du directeur (chiffres à l'appui) : les salaires de ces gens-là avaient augmenté du simple au double sur deux ans (1974-76), soit pour une valeur totale de deux millions de francs !

Correspondant HR

### ● Soloci - Solomi - Satram (Moselle)

### Succès de la journée

### «porte ouverte»

Plusieurs centaines de travailleurs et leurs familles ont participé à la journée «porte ouverte» à Soloci, le dimanche 24 avril.

Sont venus des travailleurs de la Sotracomet (qui ont appris ce qu'était la solidarité à l'occasion de huit mois d'occupation en 1976), des travailleurs d'autres usines actuellement en lutte, ainsi que des travailleurs de la sidérurgie.

L'accent a été mis sur l'occupation, seule forme de lutte efficace actuellement pour s'opposer aux licenciements.

### ● Rennes

### Débrayage à Logeais-Jamin

Logeais Jamin (environ 200 employés) est une société alimentaire qui fournit de nombreux magasins de la région en vin, épicerie, fruits et légumes, etc.

Elle possède sa propre chaîne de supermarchés (magasins «A et O») et un entrepôt : le Consortium. Les salaires sont bas (la plupart inférieurs à 2 000 F net par mois).

Depuis 1973, où les ouvriers ont mené une grève dure de 15 jours, aucune action n'a réellement réussi du fait du cloisonnement des différents services (vins, boucherie, etc.) et surtout de l'apparition d'une section FO montée après la grève et qui contribue à maintenir la division des employés au grand bénéfice du patron.

Mais aujourd'hui, alors que les autres boîtes du commerce de Rennes ont réussi à obtenir de 80 F à 150 F d'augmentation, Logeais refuse les 100 F demandés par la section CFDT, n'accordant que 2,5 %.

Cette proposition du patron soulève la colère de tous et contribue ainsi à ressouder les ouvriers : aussi la semaine dernière, un matin, la quasi-totalité des chauffeurs refusent de partir. Logeais arrive à 7 h et essaye alors en vain de pousser les ouvriers à reprendre.

Devant la détermination de ceux-ci, il cède et accorde trois augmentations dans l'année, dont la première de 4,25 % avec un minimum de 85 F.

C'est une victoire pour tous les ouvriers de chez Logeais car elle a montré au patron que les travailleurs savent s'unir pour défendre leurs intérêts.

Des ouvriers de l'usine.

### ● Alsthom-Savoisienne - St-Ouen

### La lutte continue

Le mardi 26, les directeurs du trust Alsthom n'ont pu tenir la réunion du conseil d'administration prévue l'après-midi à St Ouen et ont dû déménager précipitamment au siège de Paris, avenue Kléber. La raison : les syndicats avaient promis de les accueillir en «grande pompe».

Ce sont leurs sous-fifres de la Savoisienne qui en ont fait les frais : les travailleurs sont montés quand même dans les bureaux de Forey, Destugues et Cie qui étaient blancs comme des lavabos !



### Les travailleurs agissent pour ne pas être chômeurs

(Suite de la page une)

Seuls les 12 cadres sont prêts à suivre à Vitrolles. Un piquet jour et nuit surveille les entrepôts. Les chauffeurs, solidaires, ont refusé de sortir les 9 camions chargés de marchandises qui attendent au soleil.

Lundi, jour de marché, une manifestation a eu lieu pour populariser la lutte dans la population.

Mottais (St-Nicolas de Redon) Loire-Atlantique Samedi et dimanche, les travailleurs de Mottais qui

occupent leur usine depuis le 6 avril, invitaient la population de Redon et des alentours à une opération porte ouverte. Ce fut un succès. 3 500 travailleurs et leurs familles sont venus apporter leur soutien et ont écouté attentivement les explications données par les travailleurs. Mottais (200 travailleurs, fabrication d'ouvertures aluminium et bois, meubles aluminium) ferme ses portes après plusieurs autres entreprises de Redon, et des centaines de licenciements dans d'autres.

Ils refusent le chômage forts de l'appui des travailleurs de Redon et de la région.

Les travailleurs ont montré que leur licenciement n'est pas dû au hasard mais est lié directement au plan de restructuration de l'industrie de l'ameublement qui vise à un renforcement considérable de la concentration capitaliste dans ce secteur et le licenciement des travailleurs de 3 000 entreprises d'ici 1980 (7e plan).

Malgré l'envoi de l'armée, les éboueurs parisiens ont décidé de poursuivre la grève.

Mais la lutte contre le plan Barre, c'est aussi la lutte contre les expulsions de nos frères de classe, les travailleurs immigrés. En effet, lundi, la police arrêtait à Paris trois travailleurs mauriciens, dont un serait expulsé de France dès jeudi. Le renforcement de l'unité entre les travailleurs français et immigrés est plus que jamais nécessaire.

### Journée «d'action» du 28

La fédération de Moselle des mineurs CFDT estime qu'une action de plus grande ampleur est devenue nécessaire pour atteindre les objectifs revendicatifs.

C'est pourquoi la CFDT annonce qu'elle ne s'associera pas à la grève du 24 h décidée pour le 28 avril par d'autres fédérations. Elle considère que la répétition de telles actions limitées est inefficace...

Les travailleurs sont toujours plus nombreux à rejeter ces «journées d'action» dont le but n'est que de les détourner de la lutte classe contre classe, au profit des projets de l'Union de la gauche.

### ● Massey-Ferguson - Beauvais

### Intervention des flics et riposte ouvrière



Les CRS sont intervenus lundi matin vers cinq heures pour faire évacuer les piquets de grève qui bloquaient les entrées de Massey.

Cinq cars, deux camions, une landrover, et une vingtaine de flics armés pour charger les travailleurs.

La direction et les cadres, après le coup, dictaient

avec leurs alliés CRS tandis qu'une trentaine d'ouvriers se réunissaient à proximité de la porte. La grève de Massey a débuté il y a 10 jours et le blocage des portes une semaine.

Pour toute réponse, la direction a envoyé les flics mais gageons que la mobilisation et l'unité des travailleurs se renforcent après

ce coup bas.

Lundi soir, une manifestation de protestation regroupant 800 personnes s'est tenue dans les rues de la ville avec la participation de nombreuses délégations d'entreprises notamment de Lockheed DBA.

Correspondant HR